

Santé : la sécurité sociale ici, la mort ailleurs

Le gouvernement ment en disant que le trou de la sécurité sociale est dû aux abus, à ceux qui prennent des congés maladie sans être vraiment malades, ou qui se font faire plein d'examens... Mais les syndicats mentent aussi en disant que le système était parfait, équitable, un bel héritage qu'il faut préserver.

La sécu, loin d'être la solidarité incarnée, n'est qu'une immense bureaucratie. Généreuse avec les patrons, leur acceptant des milliards d'exonérations, bien plus que le trou de la sécu, elle ne fait aucun cadeau au petit assuré. Des queues interminables, des droits qui ne sont pas dits clairement, des embûches pour ceux qui lisent mal, et des courriers qui culpabilisent chaque fois l'assuré. Mais pour les syndicats devenus gérants, la sécu est devenue leur sécu. Car l'Etat, bien malin, les a mis aux commandes, pour mieux faire croire à la beauté du système. Les syndicats ont eu jusqu'à 2200 postes aux conseils d'administration des caisses.

Si la sécurité sociale a été mise en place en 1946, ce n'était pas pour faire le socialisme dans le domaine de la santé. C'était au contraire pour contrer l'influence du pays censé le représenter, l'URSS, qui avait changé le cours de la guerre contre Hitler. Il n'y avait pas de liberté en URSS, mais la santé y était gratuite. Et toute une partie de la population des pays occidentaux y voyait la preuve d'un autre fonctionnement possible.

C'est ce renforcement de l'URSS, pourtant déjà bien pourrie, qui a conduit le capitalisme à faire un peu de social dans les métropoles. Mais il l'a fait en aggravant l'exploitation, l'appauvrissement de ses colonies. En reprenant ailleurs ce qu'il donnait chez lui.

Alors, il serait peu digne de protester sur le système de santé en France, sans avoir un regard sur les millions d'hommes, de femmes et d'enfants, qui meurent ailleurs, par manque de soins, parce que leur pays a été appauvri au pire degré. C'est vrai que les assurances privées veulent se développer en France. Mais elles font partie du même système capitaliste qui endette

l'Afrique jusqu'au cou, lui interdisant toute chance de s'en sortir.

En Europe, pour calmer les révoltes, l'Etat a mis le salarié à l'abri de la misère en cas de maladie, d'accident du travail, ou devenu vieux. Mais auparavant, le travailleur européen pouvait connaître la misère noire qui existe aujourd'hui dans les anciennes colonies. Et le système reste incapable de donner des soins égaux à tous. Un chômeur sur trois, un ouvrier non qualifié, un employé sur cinq renoncent à se faire soigner, parce que ça coûte trop cher.

Alors, il y a bien mieux à faire qu'à vouloir préserver la sécu, et tout le système qui va avec. La santé gratuite, partout dans le monde, de même que l'éducation et les autres besoins essentiels : voilà une revendication digne de notre époque.

En France, poussés par Sanofi ou Aventis, on consomme beaucoup trop de médicaments, et il y a 18 000 morts par an dus à de trop grosses quantités ou des mélanges dangereux. Pendant qu'en Afrique, on meurt de ne pas en avoir ! Ce sont les industries et les lois des pays riches qui fixent les prix des médicaments. Ces prix ont doublé en France en une douzaine d'années. Et cette industrie est devenue très puissante.

Une solution sera de rendre à la population la propriété des grandes industries, pour tous les besoins essentiels. C'est aux populations de décider, et pas à des actionnaires qui ne regardent que les cours de la Bourse. Mais on ne peut guère compter sur les populations privilégiées et conservatrices des pays riches. Il faut considérer les choses comme elles sont : le monde est un tout. C'est au niveau international que les populations, opprimés de tous les pays réunis, devront changer les choses.

30/5/2004

L'Ouvrier n° 149

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX